

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Lundi 02 Février 2026



Rue René Ndiaye X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

SENEWEB. Dette publique : Une crise financière guette le Sénégal

Le Sénégal n'est pas à l'abri d'une crise financière ». C'est l'alerte lancée par Ibnou Sougoufara, avocat des marchés financiers, président de Sengov'Risk (Association sénégalaise des gestionnaires de risque). Invité du « Grand Jury » de la RFM de ce dimanche 1er février 2026, l'ancien conseiller du président Macky Sall en énergie et mines, estime que la vulnérabilité du pays s'explique par sa dépendance aux décisions des créanciers internationaux. « Quand on dépend des décisions des autres, on n'est pas libre », souligne M. Sougoufara. D'après l'expert, ce qui a sauvé le Sénégal, c'est son appartenance à une union monétaire. « Si l'on avait une monnaie unique et non le F CFA tellement critiqué, la situation allait être beaucoup plus difficile », relève-t-il.

Dans l'architecture financière mondiale, explique-t-il, les investisseurs privés ne négocient pas directement avec les États. Leur principal intermédiaire reste le Fonds monétaire international. « Le FMI, c'est en quelque sorte l'avocat des marchés financiers. Les marchés ne s'assoient pas à la table avec l'État, ils parlent au FMI », a-t-il fait remarquer. Dès lors, toute tension avec l'institution de Bretton Woods fragilise la position du Sénégal. « Si vous avez un problème avec le FMI, vous avez déjà un problème avec un créancier important, mais surtout avec l'avocat des autres créanciers », mentionne-t-il

https://www.seneweb.com/fr/news/Economie/public-debt-a-financial-crisis-looms-for-senegal-according-to-ibnou-sougoufara_n_482087.html

SENEWEB. Gestion de la dette : Ibnou Sougoufara préconise le levier des hydrocarbures comme solution stratégique

Invité de l'émission « Grand Jury » sur la Rfm ce dimanche 1er février 2026, Ibnou Sougoufara, avocat des marchés financiers et président de Sengov'Risk, a analysé les opportunités offertes par les ressources pétrolières et gazières du Sénégal. Pour l'expert, ces actifs constituent un levier majeur pour stabiliser la dette publique, à condition d'adopter une diplomatie économique pragmatique.

Selon Ibnou Sougoufara, l'entrée du Sénégal dans le cercle des pays producteurs change la donne auprès des bailleurs de fonds. « Les hydrocarbures peuvent aider à régler la question de la dette, oui. Parce que ce sont des actifs », a-t-il affirmé.

L'ancien conseiller en Énergie et Mines du Président Macky Sall explique que la simple détention de ces ressources renforce la signature du pays à l'international.

« Quand un pays a des ressources et des perspectives d'exploitation, cela rassure les créanciers, à condition que la gestion soit rigoureuse », précise-t-il, soulignant l'importance d'une gouvernance transparente.

L'expert a également mis en lumière le fonctionnement interne du secteur énergétique mondial, où l'information circule rapidement entre les géants du pétrole.



Rue René Ndiaye X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn

« Dans le pétrole, les compagnies se parlent. Elles se retrouvent à Houston, Londres, Dubaï ou Rotterdam. C'est un mouvement de troupeau », souligne M. Sougoufara. Face à cette réalité, il appelle l'État du Sénégal à adopter une posture plus attractive et moins conflictuelle pour sécuriser les investissements sur le long terme :

Aujourd'hui, on devrait leur dérouler le tapis rouge, les garder, leur permettre de développer les autres phases et leur donner des incitations. »

https://www.seneweb.com/fr/news/5/gestion-de-la-dette-ibnou-sougoufara-preconise-le-levier-des-hydrocarbures-comme-solution-strategique-1_n_482093.html

SENEGO. Diplomatie économique : Khadim Bamba Fall décrypte les enjeux du déplacement de Sonko au Maroc

Selon lui, ce déplacement illustre un tournant majeur de la diplomatie sénégalaise, désormais axée sur l'efficacité économique. « Nous sommes passés d'une diplomatie essentiellement consulaire et protocolaire à une diplomatie économique », a-t-il affirmé, soulignant la volonté du chef du gouvernement de refonder les relations extérieures du Sénégal autour de partenariats à forte valeur ajoutée. Une démarche qui vise, selon lui, à faire de chaque déplacement officiel un levier de croissance.

Khadim Bamba Fall décrit ainsi Ousmane Sonko comme un véritable « apporteur d'affaires » pour le pays. Il a cité, à titre d'exemple, la visite en Sierra Leone, liée aux projets gaziers et miniers, ou encore la coopération avec la Guinée Conakry autour du projet Gas to Power, susceptible de positionner le Sénégal comme un hub régional de l'aluminium.

Concernant le Maroc, il a précisé que « 17 accords couvrant 11 secteurs ont été signés », ajoutant que le travail est déjà engagé pour leur mise en œuvre effective avec les acteurs concernés.

https://senego.com/diplomatie-economique-khadim-bamba-fall-decrypte-les-enjeux-du-deplacement-de-sonko-au-maroc_1919871.html

LEQUOTIDIEN. Rapport d'exécution budgétaire (Rteb T3) : UN PAYS SOUS LE JOUG DES IMPÔTS

Les bailleurs étrangers ne se bousculent pas encore pour assister l'Etat, mais les partenaires traditionnels sont toujours fidèles au poste, toutefois sans forcer le pas. Les ressources que l'Etat tire principalement des impôts et des emprunts obligataires, servent donc principalement aux dépenses de fonctionnement, au détriment d'investissements productifs.

Au troisième trimestre de l'année qui vient de s'écouler, la situation des ressources financières s'est nettement améliorée, tout en étant toujours assez délicate. Le Rapport trimestriel d'exécution budgétaire (Rteb T3), publié par le Ministère des finances et du budget (Mfb), note une certaine embellie, notamment dans la réalisation des recettes, qui a pu atteindre 73, 1% des prévisions de la Loi des finances rectificative (Lfr) de 2025. Ce document avait tablé sur 4382, 3 milliards de Cfa pour cette période, mais n'a pu engranger que 3202, 1 milliards de francs.

En comparaison à la même période l'année précédente, les recettes ont connu une hausse non négligeable de 211, 1 milliards, grâce aux impôts directs et indirects. Ce



qui montre les efforts de l'Etat pour «surimposer» les citoyens, ainsi que les entreprises.

L'une des leçons à tirer de ces données, est que le Sénégal continue à subvenir à ses besoins principalement grâce aux efforts de ses citoyens. En effet, l'essentiel de ces ressources provient des recettes, aussi bien fiscales que non fiscales. Parallèlement, les dons de l'étranger, aussi bien budgétaires qu'en capital, n'ont fait que stagner depuis deux années environ.

<https://lequotidien.sn/rapport-dexecution-budgetaire-rteb-t3-un-pays-sous-le-joug->



SUDQUOTIDIEN. Fonds d'investissement au Sénégal : un potentiel freiné par des obstacles fiscaux et réglementaires

Le directeur général du Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques (FONSIS) appelle à une réforme en profondeur du cadre juridique et fiscal afin de dynamiser le financement en capital des entreprises sénégalaises.

Dans un pays où les besoins de financement des entreprises restent considérables, les fonds d'investissement peinent encore à s'imposer comme une solution viable. Babacar Gning, directeur général du Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques (FONSIS), a dressé ce constat lors d'une rencontre avec la presse économique, le samedi 30 janvier dernier, en pointant les insuffisances du cadre réglementaire et fiscal actuel. Un phénomène qui en dit long. En effet, la quasi-totalité des fonds opérant au Sénégal ou dans la zone UEMOA sont domiciliés hors du continent africain. « La plupart des fonds dont vous entendez parler sont domiciliés à l'Île Maurice, au Luxembourg ou aux États-Unis », observe le dirigeant du Fonsis. Cette situation s'explique par les avantages comparatifs offerts par ces juridictions, tant en matière de sécurité juridique que d'attractivité fiscale.

Au cœur du problème se trouve un mécanisme fiscal particulièrement dissuasif : le double, voire triple imposition. Babacar Gning décrit un parcours où les capitaux subissent plusieurs prélèvements successifs : les entreprises bénéficiaires paient d'abord l'impôt sur les sociétés ; les dividendes versés aux fonds sont de nouveau taxés ; enfin, une troisième imposition intervient lors de la redistribution aux investisseurs finaux. « Nous avons réalisé des simulations qui montrent que le niveau de taxation est prohibitif », souligne-t-il. Cette cascade fiscale contraste fortement avec le principe de transparence appliqué dans les grandes places financières internationales, où seule l'entreprise est imposée, tandis que les flux transitant par les fonds sont exemptés afin d'éviter les distorsions économiques.

<https://www.sudquotidien.sn/fonds-dinvestissement-au-senegal-un-potentiel-freine-par-des-obstacles-fiscaux-et-reglementaires/>

RTS. INDEMNITÉ DE LOGEMENT : L'ÉTAT ACCORDE UN RAPPEL À PRÈS DE 16 000 AGENTS EXCLUS JUSQUE-LÀ

Longtemps réclamée par les agents de l'Administration sénégalaise, l'indemnité de logement devient enfin effective pour près de 16 000 fonctionnaires et non-fonctionnaires jusque-là exclus de cet avantage. La mesure, consacrée par un décret signé en décembre dernier, est perçue comme un signal politique fort du président de la République, Bassirou Diomaye Faye, en faveur de l'équité et de la justice sociale au sein de la fonction publique.

Dans un communiqué rendu public, le Collectif interministériel des agents de l'Administration sénégalaise (CIAAS) a salué cette décision qu'il qualifie de « correction attendue d'une iniquité longtemps dénoncée ». Le collectif a exprimé sa reconnaissance aux autorités étatiques pour avoir répondu à une revendication structurelle touchant des milliers d'agents.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/a-la-une/indemnite-de-logement-letat-accorde-un-rappel-a-pres-de-16-000-agents-exclus-jusque-la>



PRESSAFRIK. Classement GFI : le Sénégal au 8e rang africain des flux financiers illicites sur la période 2013-2022

Selon le nouveau rapport de Global Financial Integrity (GFI), le Sénégal a accumulé un écart de valeur commerciale cumulé de 25,5 milliards de dollars US, en termes de volume des flux financiers illicites sur la période 2013-2022. Dans le Classement



régional : le Sénégal se classe au 8e rang des pays africains ayant les écarts de valeur commerciale cumulés les plus élevés en dollars US pour cette période. En ce qui concerne l'impact relatif sur le commerce, les écarts de valeur commerciale du Sénégal représentent 25 % de son commerce total de marchandises. Cela signifie qu'environ un quart des échanges commerciaux du pays pourrait être affecté par la surfacturation ou la sous-facturation. Pour ses transactions spécifiquement avec les économies avancées, le Sénégal enregistre un écart de valeur commerciale cumulé de 9,3 milliards de dollars US (2013-2022), le plaçant au 10e rang africain dans cette catégorie.

https://www.pressafrik.com/Classement-GFI-le-Senegal-au-8e-rang-africain-des-flux-financiers-illicites-sur-la-periode-2013-2022_a300670.html





ACTUALITÉS INTERNATIONALES

PRESSAFRIK. Flux financiers illicites : l'Afrique subsaharienne perd en moyenne 112,97 milliards \$ chaque année

Un nouveau rapport de Global Financial Integrity (GFI) dresse un bilan alarmant de la décennie 2013-2022. Les flux financiers illicites (FFI), portés par des pratiques commerciales frauduleuses, ont siphonné les économies d'Afrique subsaharienne, transformant paradoxalement le continent en un « créancier net» du reste du monde. Au cœur de cette hémorragie financière, se trouve la facturation erronée (trade misinvoicing). Cette technique consiste à manipuler délibérément la valeur des exportations ou des importations sur les factures déclarées aux douanes. Selon GFI, ces écarts de prix représentent chaque année entre 30 et 52 milliards de dollars. Les secteurs les plus vulnérables demeurent les matières premières de haute valeur comme le pétrole, l'or et les diamants, où l'opacité des prix et le déséquilibre des pouvoirs face aux acheteurs multinationaux facilitent les transactions clandestines.

Le déficit total de valeur enregistré pour la seule année 2022 en Afrique subsaharienne est estimé à 152,9 milliards de dollars. La perte annuelle moyenne subie par la région sur la décennie est évaluée à 112,97 milliards de dollars. Le rapport souligne qu'aucun pays de la région n'a réalisé de progrès significatif pour réduire ces écarts au cours des dix dernières années. Si le phénomène est généralisé, certains pays se distinguent par l'ampleur des volumes ou l'intensité du choc économique. L'Afrique du Sud, locomotive économique du sud, détient le triste record du déficit cumulé le plus important. En dix ans, 478 milliards de dollars se sont évaporés, dont près de la moitié (238,4 milliards) dans ses échanges avec les économies avancées. La Gambie, quant à elle, illustre la fragilité des petites économies. Les écarts de valeur y ont atteint 44 % du commerce total du pays. Avec les économies avancées, cet écart moyen s'établit à 37 %, un niveau record qui paralyse le développement national.

https://www.pressafrik.com/Flux-financiers-illicites-l-Afrique-subsaharienne-perd-en-moyenne-11297-milliards--chaque-annee_a300673.html

LEJECOS. Sénégal : Hausse de 0,8% du Pib réel au troisième trimestre 2025

Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd) dans une note sur les évolutions économiques récentes, cette évolution est liée à l'augmentation de la valeur ajoutée du secteur secondaire (+3,0%) et celle du secteur primaire (+0,1%). Cependant, la progression est limitée par la contreperformance du secteur tertiaire (-0,1%) ainsi que la baisse des taxes nettes de subventions sur les produits en volume (-0,4%). En outre, le Pib hors hydrocarbure se bonifie de 0,5% et celui hors hydrocarbures et agriculture de 0,6%. Par rapport au deuxième trimestre de 2025,



explique l'Ansd, la valeur ajoutée (Va)

réelle du secteur primaire, corrigée des variations saisonnières, se revigore de 0,1%, en raison de la croissance des activités de pêche (+16,3%), d'élevage (+0,5%) et de sylviculture (+0,2%). Cependant, cette hausse est amoindrie par la baisse des activités de l'agriculture (-1,2%).

S'agissant du secteur secondaire, sa valeur ajoutée (en volume Cvs) augmente de 3,0% au troisième trimestre de 2025, comparativement au trimestre précédent.



https://www.lejecos.com/Senegal-Hausse-de-08-du-Pib-reel-au-troisieme-trimestre-2025_a30273.html

LEJECOS. Mise en œuvre des Pactes nationaux pour l'énergie : La Bad approuve un financement de 3,9 millions de dollars pour les pays africains

La Bad explique que les pactes énergétiques sont des plans nationaux dans lesquels les gouvernements définissent la manière dont ils vont étendre l'accès à l'électricité, renforcer leur secteur énergétique et attirer des investissements. Au cours de l'année écoulée, renseigne la même source, des dizaines de pays africains ont lancé ces pactes, soutenus par des engagements politiques forts et des promesses des partenaires du développement.

«Le nouveau projet, dénommé « Aestap Mission 300 Phase II », fournira une assistance technique directe à 13 pays de la Mission 300 au cours des 24 prochains mois afin de leur permettre de passer de plans énergétiques écrits à de véritables raccordements à l'électricité pour les foyers, les écoles, les hôpitaux et les entreprises. Les pays bénéficiaires sont le Tchad, le Gabon, la Tanzanie, la Mauritanie, la République démocratique du Congo, le Kenya, le Nigéria, Madagascar, l'Éthiopie, le Malawi, le Lesotho, la Namibie et l'Ouganda », fait savoir la Bad.

https://www.lejecos.com/Mise-en-oeuvre-des-Pactes-nationaux-pour-l-energie-La-Bad-approuve-un-financement-de-39-millions-de-dollars-pour-les_a30271.html

AGENCEECOFIN. Des institutions financières multilatérales africaines lancent un système d'alerte précoce sur le surendettement

(Agence Ecofin) - Le lancement du dispositif, qui vise à identifier des signaux de détresse bien avant le défaut de paiement, fait suite à une polémique sur l'inclusion des banques multilatérales régionales ayant des actionnaires privés dans la liste des prêteurs appelés à subir des pertes lors de la restructuration de la dette des pays africains. L'Alliance des institutions financières multilatérales africaines (Alliance of African Multilateral Financial Institutions/AAMFI) a lancé un système d'alerte précoce visant à détecter les premiers signaux de surendettement des pays du continent, et à éviter de futurs litiges liés à la restructuration de la dette.

L'annonce a été faite le jeudi 29 janvier par Samaila Zubairu, le président de cette alliance connue sous l'appellation de « The Africa Club » et qui regroupe sept institutions multilatérales régionales : Africa Finance Corporation (AFC), la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), la Banque de commerce et de développement de l'Afrique de l'Est et australe (Trade and Development Bank/TDB), l'African Reinsurance Corporation (Africa Re), l'African Trade & Investment Development Insurance (ATIDI), Shelter Afrique Development Bank (SHAFDB) et la Compagnie de réassurance commune des États membres du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (ZEP-RE).

<https://www.agenceecofin.com/actualites/0202-135375-des-institutions-financieres-multilaterales-africaines-lancent-un-systeme-dalerte-precoce-sur-le-surendettement>



AGENCEECOFIN. Fer : face à la déferlante chinoise sur les réserves ouest-africaines, l'exception Arcelor Mittal

(Agence Ecofin) - Dans le sillage de Simandou, les projets de minerai de fer se multiplient en Afrique de l'Ouest. Historiquement portée par le Liberia, la Mauritanie et la Sierra Leone, la production de la sous-région connaît un boom soutenu principalement par des investissements chinois.

ArcelorMittal a annoncé vendredi 30 janvier la ratification par le parlement libérien d'un accord de développement minier prolongeant jusqu'en 2050, au moins, sa présence dans le pays. L'accord protège surtout l'avenir d'un investissement de 1,8 milliard de dollars, destiné à quadrupler sa production de minerai fer au Liberia, et qui fait du groupe d'origine indienne une exception en Afrique de l'Ouest, où le boom de la production est porté par des acteurs chinois.

Principal acteur de l'exploitation du minerai de fer au Liberia, Arcelor Mittal dispose d'une capacité de production de 5 millions de tonnes par an.

<https://www.agenceecofin.com/actualites/0202-135391-fer-face-a-la-deferlante-chinoise-sur-les-reserves-ouest-africaines-l-exception-arcelormittal>

COURRIER INTERNATIONAL. Comment se portent les dettes publiques dans le monde ?

Lorsque le pourcentage du ratio dette publique/PIB dépasse 100 %, cela signifie que ce qu'emprunte l'État est supérieur à son PIB. Vingt-trois pays sont dans cette situation, et pour deux d'entre eux, le Japon (229,6 %) et le Soudan (221,5 %), la dette représente plus du double de leur production économique annuelle.

Néanmoins, l'économie de ces deux pays est loin d'être comparable. En 2025, le PIB du Soudan était de 35,9 milliards de dollars (30,6 milliards d'euros) avec une croissance annuelle de 3,2 %, contre 1,1 % de croissance au Japon, pour un PIB de près de 4 300 milliards de dollars (3 671 milliards d'euros). En novembre, la Première ministre du pays, [Sanae Takaichi](#) – qui a dissous la chambre basse du Parlement le 23 janvier –, avait proposé un plan de relance équivalant à 117 milliards d'euros pour soulager ménages et entreprises en proie à une inflation grandissante.

https://www.courrierinternational.com/grand-format/infographie-comme-se-portent-les-dettes-publiques-dans-le-monde-en-2025_239590

BFMTV. Le marché mondial spatial est estimé à 1.800 milliards de dollars en 2035: Singapour va créer sa propre agence spatiale pour peser dans le secteur

Selon le communiqué du ministère du Commerce et de l'Industrie, qui chapeautera la nouvelle organisation, l'agence spatiale aura pour objectif de "mener à bien les ambitions spatiales nationales de Singapour, pour devenir un leader dans le domaine des technologies spatiales et devenir un contributeur crédible à l'écosystème spatial mondial". Aviation Week rappelle que Singapour est présent dans le domaine spatial [depuis 55 ans](#). Le premier satellite a été lancé en 2011, 15 autres ont suivi depuis, principalement pour la recherche. Le gouvernement a dépensé 157 millions de dollars en R&D spatiale depuis 2022. Le média spécialisé précise que la cité-État cherche à favoriser ses entreprises locales tout en attirant des sociétés étrangères,



pour renforcer ses capacités dans le domaine spatial.
Singapour a publié sa stratégie spatiale nationale début 2025, qui repose sur trois axes principaux, selon la Fondation Asie-Pacifique du Canada: favoriser l'innovation, renforcer les partenariats internationaux et développer de nouveaux programmes.



https://www.bfmtv.com/economie/international/le-marche-mondial-spatial-est-estime-a-1-800-milliard-de-dollars-en-2035-singapour-va-creer-sa-propre-agence-spatiale-pour-peser-dans-le-secteur_AN-202602020528.html

BFMTV. Après les propos de Trump en faveur d'un accord avec l'Iran, les cours du pétrole chutent

Ce lundi matin, le baril de WTI nord-américain perdait 3,4% à 62,99 dollars, quand celui de Brent de la mer du Nord cédait 3,2% à 67,09 dollars.

Les cours du pétrole ont chuté de plus de 3% lundi dans les premiers échanges sur le marché asiatique, en réaction à la volonté exprimée par Donald Trump de trouver un accord avec l'Iran qu'il menace d'une intervention militaire.

Le baril de WTI nord-américain perdait 3,4% à 62,99 dollars peu avant 02H00 GMT, quand celui de Brent de la mer du Nord cédait 3,2% à 67,09 dollars après les propos du président américain.

Donald Trump multiplie les avertissements depuis le début du mouvement de contestation réprimé en janvier en Iran, tout en répétant [négocié avec Téhéran](#) pour éviter l'option armée.

"J'espère qu'on va trouver un accord", a-t-il déclaré à la presse dimanche. "Si nous n'avons pas d'accord, nous allons voir si (le guide suprême iranien) avait raison ou non".

https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/energie/apres-les-propos-de-trump-en-faveur-d-un-accord-avec-l-iran-les-cours-du-petrole-rchutent_AD-202602020108.html

LATRIBUNE. Mario Draghi : l'ultime sommation pour transformer l'UE en une « véritable puissance »

Mario Draghi ne s'embarrasse plus de précautions oratoires. L'ancien président de la Banque centrale européenne (BCE) place les dirigeants de l'Union devant un choix binaire : demeurer un simple espace commercial ouvert aux quatre vents ou muter en une puissance politique intégrée. L'ex-chef du gouvernement italien a posé le diagnostic dans un discours à l'université de Louvain, lundi 2 février

2026. Individuellement, la majorité des États membres ne possèdent même plus le statut de puissance moyenne. Cette fragmentation structurelle réduit l'Europe à un ensemble disparate, facilement divisible par les forces extérieures qui savent exploiter ces failles.

Cette faiblesse n'est plus une simple lacune institutionnelle, elle devient un risque de subordination. Mario Draghi identifie une menace immédiate de désindustrialisation si le statu quo persiste. L'enjeu dépasse la seule sphère économique : une Europe incapable de défendre ses intérêts stratégiques finira, à terme, par perdre la capacité de préserver ses propres valeurs. Seul le bloc européen, parmi les acteurs mondiaux coincés entre les États-Unis et la Chine, détient encore la masse critique nécessaire pour s'imposer comme un troisième pôle autonome et souverain.

<https://www.latribune.fr/article/economie/international/72554872586365/mario-draghi-lultime-sommation-pour-transformer-lue-en-une-veritable-puissance>



Rue René Ndiaye X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn

RFI. Comprendre l'agriculture urbaine à Dakar

Comme pour de nombreuses villes, l'agriculture joue un rôle essentiel pour la région de Dakar qui concentre près du quart de la population au Sénégal. A la fois source de nourriture, d'emplois, de biodiversité, de lien social pour les habitants, les jardins partagés, les sites maraîchers servent également d'îlot de fraîcheur. Un aspect essentiel compte tenu des dérèglements climatiques et des hausses de températures. Les données manquent pour comprendre concrètement l'impact de l'agriculture urbaine et périurbaine mais elle alimente environ 60 % de la demande dakaroise en produits frais. Alors que l'agglomération abrite plus de 4 millions d'habitants, l'explosion de la croissance urbaine ne fera qu'accroître les besoins. Mais la pression foncière induite par la hausse de la population, fragilise les zones de productions. A Dakar, les sites maraichers historiques de la Grande Niaye de Pikine et de Lendeng-Rufisque sont de plus en plus touchés par le grignotement de la ville.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/8-milliards-de-voisins/20260129-comprendre-l-agriculture-urbaine-%C3%A0-dakar>



RFI. L'Inde exporte plus que jamais son pétrole russe vers l'Afrique de l'Ouest

Le pétrole russe raffiné en Inde déferle sur l'Afrique de l'Ouest. C'est le cas depuis le début de l'année, l'Union européenne a restreint l'accès aux produits issus du pétrole russe, poussant l'Inde, qui raffine massivement du brut à bas coût, à rediriger ses exportations vers de nouveaux marchés. Les exportations de diesel de l'Inde vers l'Afrique de l'Ouest ont ainsi atteint des niveaux records : 800 000 tonnes en janvier. Les sanctions européennes sur le pétrole russe remodelent les routes mondiales de l'or noir. Les récentes données de suivi maritime des sociétés spécialisées dans ces flux sont éloquentes : en janvier, l'Inde a exporté en moyenne 84 000 barils de diesel par jour vers l'Afrique de l'Ouest. Le Nigeria, premier destinataire, importe encore près de 63 % de son diesel. Une situation en partie conjoncturelle, selon un expert du secteur : la raffinerie Dangote est entrée en maintenance à la fin de 2025, pour une durée encore incertaine. Résultat, la production baisse et les importations augmentent.

<https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20260129-l-inde-exporte-plus-que-jamais-son-p%C3%A9trole-russe-vers-l-afrique-de-l-ouest>

